

UMIFRE Afrique au Sud du Sahara

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. UMIFRE Afrique au Sud du Sahara. 2013, Centre national de la recherche scientifique - CNRS. hceres-02031998

HAL Id: hceres-02031998

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02031998>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Evaluation de l'AERES sur l'unité :
Afrique au sud du Sahara
sous tutelle des
établissements et organismes
Centre National de la Recherche Scientifique
Ministère des Affaires Étrangères et Européennes



Juin 2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glaudes



Rapport d'évaluation

Nom de l'unité : Afrique au sud du Sahara

Acronyme de l'unité :

Label demandé : USR

N° actuel : USR 33-36

Nom du directeur
(2012-2013) : M. Christian THIBON

Nom du porteur de projet
(2014-2018) : M. Christian THIBON

Membres du comité d'experts

Président : M. Michel LESOURD, Université de Rouen

Experts : M. Jean ALBERGEL, Institut pour la Recherche et le Développement

M. Matthieu HONEGGER, Université de Neuchâtel (Suisse)

M. Jacques IMBERNON, CIRAD (Montpellier) /ENS Lyon

M. Laurent FOUCHARD, Fondation Nationale des Sciences Politiques,
Bordeaux

M. Rodolphe DEFIOLLE, Bibliothèque Universitaire de Poitiers (représentant
du CoNRS)

M^{me} Laurence BOYER, Université Toulouse Le Mirail (représentante du
CoNRS)

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Armand STRUBEL

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M^{me} Corinne BEDO, Direction de la coopération scientifique,
universitaire et de recherche, représentante du Ministère des Affaires
Etrangères et Européennes

M^{me} Diane BRAMI, Déléguée UMIFRES, représentante du CNRS



1 ● Introduction

Date et déroulement de la visite

L'évaluation de l'Unité de Service et de Recherche 33-36 Afrique au sud du Sahara (USR 33-36) a eu lieu le vendredi 21 juin 2013 de 14h à 19h. L'ensemble du programme prévu en accord entre la direction de l'unité et le comité AERES a été réalisé, sous la forme d'un dialogue en visioconférence avec les différents directeurs des unités.

Détaillés et précis, les documents fournis au comité AERES par l'unité (bilan, projet, fiches d'activité) ont permis au comité de travailler dans de bonnes conditions.

Historique et localisation géographique de l'unité

L'USR, créée en 2010, se compose de quatre UMIFRES autonomes :

L'Institut Français de Recherche en Afrique-Nairobi (IFRA Nairobi) localisé à Nairobi (Kenya) ;

L'Institut Français de Recherche en Afrique-Nigeria (IFRA Nigeria), localisé à Ibadan (Nigeria) ;

L'Institut français d'Afrique du Sud (IFAS), localisé à Johannesburg (Afrique du Sud) ;

La Section Française de la Direction des Antiquités du Soudan (SFDAS), localisée à Khartoum (Soudan).

L'USR « Afrique au sud du Sahara » envisage le développement des capacités de recherche françaises de haut niveau en sciences humaines et sociales sur les dynamiques des sociétés africaines contemporaines, autant en termes de programmes propres qu'en termes de programmes de coopération et de formation. Son deuxième objectif est de servir de plateforme pour rapprocher les institutions académiques françaises, européennes et africaines travaillant dans la région. Ces objectifs visent à placer l'USR au cœur du débat et de l'expertise internationale sur l'Afrique subsaharienne dans la mondialisation et à renforcer la visibilité des centres qu'elle appuie.

La présence d'institutions françaises en Afrique de l'Est est ancienne : création en 1977 d'un Centre d'Études Africaines dans la Maison française de Nairobi (Kenya), devenu en 1980 le Centre de Recherches, d'Échanges et de Documentation Universitaire (CREDU), renommé IFRA en 1992. En 2009, l'IFRA s'est co-localisé dans les bâtiments du British Institute in East Africa, avec qui il a mutualisé ses services.

L'IFRA Ibadan a été fondé en 1990, installé au sein de l'Institute of African Studies de l'Université d'Ibadan. En 2006, une antenne de l'IFRA a été ouverte au sein de l'Institute for Development Research (IDR) à l'Université Ahmadu Bello de Zaria (Etat de Kaduna). C'est en 2010 que l'IFRA est intégré dans l'UMIFRES 24 et l'USR 33-36. A partir d'août 2010, l'IFRA-Ibadan devient IFRA-Nigeria.

L'IFAS-Recherche a été créée en 1995, pour répondre à la volonté de la France de prendre part à la construction de la nouvelle Afrique du Sud. Il est un des services de l'IFAS (culture, recherche et coopération audiovisuelle). L'Institut a compétence sur l'ensemble de l'Afrique australe (11 pays, dont l'Angola depuis 2012).

La SFDAS a été fondée en 1967. Elle a été dirigée successivement par M. André VILA (1969-1975), M. Francis GEUS (1975-1984), M. Jacques REINOLD (1984-2000), M. Francis GEUS (2000-2004), M. Vincent RONDOT (2005-2009) et, depuis septembre 2009, par M. Claude RILLY. Chargée de coopérer avec la Direction des Antiquités soudanaises dans ses activités de terrain (fouilles et prospections), elle a d'abord participé aux dernières opérations de sauvetage de la Campagne de Nubie. Elle est chargée de coopérer avec la Direction des Antiquités soudanaises dans ses activités de fouilles archéologiques.



Équipe de Direction

Direction de l'unité : M. Christian THIBON

Directeurs des IFRE :

IFAS : M. Adrien DELMAS

IFRA Nairobi (Kenya) : M. Christian THIBON

IFRA Nigeria : M. Gérard CHOUIN

SFDAS : M. Claude RILLY

Nomenclature AERES

SHS 2/3/6

Effectifs de l'unité

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	3	1	2
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	2	3	3
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	1		
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	2	4	4
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	3	5	5
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	15	17	13
TOTAL N1 à N6	26	30	27
Taux de producteurs 2014	43 %		



Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	34	
Thèses soutenues	11	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité *	1	
Nombre d'HDR soutenues		
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	1	1



2 ● Appréciation sur l'unité

Contextes et contraintes

Les trois missions assignées aux UMIFREs sont : (i) accroître l'intelligence des dynamiques contemporaines de l'Afrique, (ii) former à la recherche des étudiants français, africains et européens et encadrer des programmes associant les jeunes chercheurs et les institutions universitaires, (iii) constituer une plateforme de services pour une recherche française et européenne travaillant de plus en plus dans le cadre de projets dédiés. Ces missions conviennent principalement aux trois équipes ayant une vocation pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales (SHS). Le SFDAS, pour sa part, a une mission archéologique, centrée sur cette unique discipline.

Quatre transformations récentes ont conforté la mission des UMIFREs de l'USR 33-36. La première est le renforcement des partenariats, qui ont conduit les missions de service à prendre progressivement le pas sur les missions de recherche. La seconde est le renforcement de la capacité d'accueil et d'encadrement des équipes. La troisième est l'importance accrue des financements extérieurs. La quatrième transformation est l'élargissement de la zone de compétence des équipes. L'unité est appelée à développer son action scientifique dans un espace géographique immense et varié : pays d'Afrique de l'Est, avec extension vers la région des Grands Lacs, d'Afrique australe (11 pays, avec extension vers les pays lusophones, notamment l'Angola), d'Afrique de l'Ouest (Nigeria principalement et, plus récemment, Ghana, Niger, et extension vers les pays sahéliens).

L'activité de l'USR 33-36 se développe dans les pays de l'Afrique anglophone, ceux des économies émergentes. Par rapport aux missions de formation et de recherche de l'USR, cette Afrique se caractérise par des universités fragiles mais plus performantes que de nombreuses universités francophones (surtout en Afrique du Sud), une tradition de recherche plus forte, mais aussi la nécessité de conserver une présence française dans cette économie de la connaissance en Afrique.

Les UMIFREs de l'USR 33-36 développent leur activité malgré d'importantes difficultés matérielles et logistiques, et des problèmes de sécurité (nord du Nigeria, Soudan, certaines parties d'Afrique du Sud et du Kenya). Une autre contrainte est la multiplicité des tâches incombant au directeur de l'unité (trouver des financements, répondre aux appels d'offre, faire sa recherche, animer la recherche).

Le domaine scientifique de l'USR concerne majoritairement les sciences sociales (géographie, sociologie, histoire, sciences politiques, anthropologie), ainsi que l'archéologie, portée par la seule SFDAS de Khartoum. Trois des quatre structures sont donc, du point de vue des orientations scientifiques, très complémentaires. Mais la quatrième (la SFDAS) est différente. Les quatre UMIFREs ont cependant en commun un financement par le MAEE, des relations étroites avec l'ambassade de France du pays dans lequel elles sont implantées, et des relations plus ténues avec d'autres institutions françaises présentes dans la région. Malgré ceci, on conçoit la difficulté, pour la direction de l'USR, de maîtriser son dispositif structurel, spatial et scientifique.

Avis global

L'unité montre une identité scientifique forte : l'USR Afrique au sud du Sahara, organisée en quatre pôles autonomes de recherche présente une personnalité scientifique marquée. Elle est connue et reconnue localement, dans les pays où ses UMIFREs sont implantées, mais aussi internationalement, en Afrique de l'Est, du Centre, de l'Ouest aussi bien qu'en Europe et en France, dans le monde anglo-saxon comme dans le monde francophone. L'importance des publications pluridisciplinaires de l'unité, sous le label d'une des UMIFREs, ses partenariats, l'ancienneté des implantations, en font une structure importante dans le dispositif d'étude et de connaissance des mondes africains, dans le champ des Sciences de l'Homme et de la Société (SHS).



Le comité apprécie l'originalité et la pertinence de la recherche. Les recherches menées dans l'USR sont doublement originales et pertinentes. Elles s'intéressent à une aire géographique mal connue du monde francophone, et en constituent la principale source d'information scientifique en langue française. Ces recherches mobilisent des objets et thématiques caractéristiques de cette Afrique « en mouvement » sinon « en émergence » : la ville, la violence, l'analyse prospective des grands ensembles régionaux, le patrimoine et la patrimonialisation, mais également les thématiques foncières, et les dynamiques sociales et culturelles : montée en puissance du religieux, rôles accrus de la jeunesse, des classes moyennes. Enfin le temps long, ses permanences, ses dynamiques et la remise en cause des modèles mentaux historiques imposés. L'approche résolument pluridisciplinaire ajoute encore à l'intérêt de ces recherches.

Pour ce qui est de la production scientifique, de l'animation et de l'attractivité, l'USR 33-36 dispose de compétences acquises et de traditions scientifiques en matière de sciences politiques, sciences sociales, géographie, histoire, archéologie. Son enracinement en Afrique orientale et australe, ainsi qu'au Nigeria lui offre partenariats, réseaux et collaborations « au plus près ». Les partenariats avec de nombreuses universités et institutions françaises, européennes et africaines ont tissé un réseau puissant de coopérations scientifiques particulièrement fécondes. En France, l'USR fait partie du GIS Afrique. Les publications, éditées localement, mais également soutenues par des éditeurs fidélisés, font la part belle aux jeunes chercheurs doctorants : l'USR apparaît ainsi comme un incubateur. L'appui matériel et logistique du MAEE et des ambassades de France, l'appui du CNRS, de l'AFD et d'autres partenaires, donnent aux UMIFREs de l'USR une efficacité particulière.

Les instituts ont donc une fonction d'animation particulièrement importante. L'attractivité des UMIFREs s'exprime plus particulièrement par des actions de valorisation : colloques, séminaires, expositions, conférences. Elle se manifeste également par le rôle cristallisateur des activités de recherche pour les doctorants locaux ou ceux de passage. De nombreux programmes de recherche sont développés (Cf. infra), notamment 7 contrats ANR, 2 programmes CORUS, 1 programme européen. Plusieurs programmes locaux de grand intérêt complètent un vaste dispositif de recherche.

En ce qui concerne la cohérence de la structuration scientifique, on constate que l'USR est organisée sur le principe de quatre équipes autonomes qui développent chacune leurs propres programmes. Les trois premières portent des thématiques pluridisciplinaires en sciences sociales, très complémentaires, et « vont dans le même sens ». L'équipe d'archéologie (la SFDAS) est bien différente, mais sa volonté d'ouverture, notamment avec le « patrimoine » comme thématique devrait lui permettre de se rapprocher des autres UMIFREs. Dans le projet 2014-2018, la nouvelle configuration des axes et thèmes de recherche semble prometteuse, mais l'unité devra travailler davantage sur les transversalités et l'interdisciplinarité, notamment par des stratégies de rencontre et d'animation.

Les compétences et les activités sont diversifiées : en répondant à de nombreux appels d'offre d'excellence, les UMIFREs sont présentes dans plusieurs champs de l'activité de recherche et de formation, du local à l'international. L'USR 33-36 est une équipe de dimension internationale, bien insérée dans des réseaux, qui a su établir des coopérations avec des laboratoires de recherche, principalement en Afrique et en Europe. Elle fait vivre ces partenariats en développant des actions de formation (École d'été, enseignement), par l'association et l'accueil de chercheurs africains, de doctorants, en organisant des colloques internationaux basés sur des thématiques dédiées.

En matière de formation, l'équipe a fait la preuve de sa qualité et de son efficacité, menant jusqu'à la soutenance 11 thèses, mais bien davantage si l'on considère les doctorants rattachés à une École Doctorale en France qui ont bénéficié d'un séjour : la production académique est honorable. L'USR, par l'intermédiaire de ses UMIFREs, exerce une réelle attractivité académique, mais qui ne se traduit pas au final par un nombre élevé de doctorants (34 thèses en cours « seulement ») et de chercheurs dans l'unité : elle pourrait en accueillir bien davantage, sous réserve de la disponibilité d'un encadrement extrêmement réduit.



Pour ce qui est de la gouvernance financière et humaine, l'unité dispose de moyens financiers importants (422 000 € en 2010), fournis pour partie par les tutelles, pour partie par les programmes (155 000 €) et l'expertise (345 000 €.) Les équipes techniques sont fortes (17 personnes sur 30 au total). Il découle logiquement de ce soutien institutionnel l'importance des moyens attribués à l'UMIFREs et ses différentes composantes, notamment en matériel, immobilier, logistique (bourses attribuées par les SCAC du MAEE, bourses ou moyens « d'aide à la mobilité » attribuées en particulier aux doctorants). Les tutelles contribuent, par conséquent de manière significative à l'appui à la recherche, en favorisant des actions de formation à et par la recherche : allocations, bourses annuelles (IFAS). Elles incitent également les équipes à répondre aux programmes proposés par l'ANR et aux concours des bourses de thèse Institut National des Sciences Humaines et Sociales du CNRS (non fléchées vers le domaine de l'UMIFREs). Les espaces de convivialité et diverses aménités favorisent l'échange avec les partenaires locaux (qui accueillent partiellement les structures). Compte-tenu de l'organisation multi-site, pluri-thématique, multi-programmes, et de la diversité des statuts et préoccupations des personnels, la communication inter-UMIFREs est très peu développée : entre sites, entre groupes thématiques, entre doctorants, chercheurs et enseignants-chercheurs, techniciens. Il en est de même, pour ces mêmes raisons de structuration plurielle, pour l'information interne à l'unité : les sites web, structurés et régulièrement actualisés, sont des sites d'UMIFREs.

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité affiche une production scientifique de qualité, une grande richesse et une diversité des activités scientifiques, fortement appuyées par les institutions et organismes français concernés.

Elle dispose d'une forte attractivité et d'un rayonnement fondés sur la réalisation de manifestations scientifiques internationales.

Un vaste éventail de réseaux et de collaborations est en voie de fidélisation, tant en Afrique qu'en Europe et en France, au service des UMIFREs.

L'USR fait un effort en matière de synergies de publications : les quatre équipes composant l'USR 33-36 se préoccupent de mener une politique éditoriale commune (Ed. Karthala notamment).

Les équipes de l'USR montrent une forte capacité de recherche et obtention de financements, principalement français, et d'autres provenances pour l'expertise.

Les équipes affichent un réel souci de pluridisciplinarité dans les recherches réalisées et entreprises, ainsi que pour la valorisation de la recherche (colloques, ateliers), et dans l'organisation des recherches transversales.

On note une stratégie de publications électroniques de haute qualité.

On reconnaît la qualité des locaux d'accueil et de travail à proximité des structures locales partenaires.

Points à améliorer et risques liés au contexte

La dispersion ne permet qu'une cohésion et une communication inter-équipes limitées qui fragilisent le dispositif spatial de l'USR.

Le très faible nombre de chercheurs en affectation constitue un risque majeur pour la cohérence interne et la dynamique de l'USR. La forte rotation des chercheurs français, peu fidélisés, affaiblit la dynamique partenariale. L'absence d'affectation et de mise à disposition de chercheurs affaiblit le dispositif de l'USR.

On déplore la faiblesse numérique des professeurs et maîtres de conférences habilités pour l'encadrement des thèses dans les institutions d'accueil, qui pose à terme le problème du renouvellement des encadrements scientifiques dans les UMIFREs.

Il faut noter la faiblesse des accueils de chercheurs africains, junior et senior, dans les universités et institutions de recherche en France ; les accueils pour missions d'enseignement en France sont peu fréquents.



Les limites de l'autofinancement par l'expertise sont manifestes : il encourage une recherche appliquée aux échéances courtes, au risque d'un recul de la recherche fondamentale, un risque plus fort dans certains centres (notamment Kenya et Nigeria).

Au regard de la diversité et des implications territoriales des équipes de l'USR, la multiplicité des programmes structurant le Projet semble excessive. La multiplication des projets semble disproportionnée par rapport au nombre de chercheurs réellement disponibles pour les mettre en oeuvre.

La « sociabilité intellectuelle franco-africaine » est insuffisamment installée et consolidée dans les espaces où les UMIFREs sont installées. Cet état de fait conduit à une sous-utilisation des potentialités offertes par les structures universitaires des pays d'accueil (Nigeria et Afrique du Sud notamment).

La multiplicité des représentations brouille la visibilité globale de la coopération française en matière de recherche et d'innovation, dans une région qui investit de plus en plus dans la recherche avec des résultats certains.

Recommandations

Stratégies et synergies scientifiques :

Il est suggéré de rechercher des synergies entre les UMIFREs sur des axes de recherche qui se recouvrent. Une synergie accrue permettrait de donner davantage de visibilité internationale aux projets de recherche qui sont menés localement, de mutualiser des compétences des UMIFREs et d'augmenter les chances de positionner ces UMIFREs comme leader sur des appels d'offre européens ou internationaux.

Il est recommandé de renforcer notablement les relations avec les Universités sud-africaines pour valoriser leurs compétences et pour s'insérer dans les dynamiques scientifiques de ces Universités (projets en commun et formation par la recherche).

Il faut favoriser le rapprochement de la SFDAS, perçue comme marginale au sein de l'USR 33-36, avec le Centre Français d'Études Éthiopiennes d'Addis Abeba, plus proche thématiquement (archéologie, histoire ancienne, muséographie) et régionalement, sans renoncer au statut particulier du premier au sein de la Direction des Antiquités du Soudan. Des collaborations plus étroites avec l'IFAO du Caire pourraient aussi consolider la position de la SFDAS. On pourrait y ajouter la recherche et le développement de partenariats avec d'autres Instituts français en Afrique, qui travaillent sur des thèmes analogues.

Gouvernance des ressources humaines et financières :

Il est souhaitable de continuer et amplifier l'effort de communication auprès des Services de Coopération et d'Action Culturelle et des partenaires français et européens, pour attirer des personnels permanents et des moyens de fonctionnement adéquats.

La communication auprès des équipes de recherche françaises dans différentes institutions (Universités, CNRS, Institut pour la Recherche et le Développement et CIRAD) devrait être renforcée pour attirer des chercheurs permanents à l'IFAS.

Il est nécessaire de mener une politique de demandes d'affectation de personnel scientifique, notamment de jeunes chercheurs « associés », auprès des tutelles ainsi que des structures nationales d'accueil. Il conviendrait, de même, de mener une politique de demandes d'accueil scientifique des chercheurs africains auprès des universités françaises partenaires des projets de recherche.

Il serait bon d'associer à des programmes phares et rassembleurs/fédérateurs une politique systématique de co-tutelle et co-direction de thèses.

Communication : compte tenu de la dispersion géographique des équipes, il serait particulièrement utile et bienvenu d'installer dans chaque centre une salle équipée pour la visioconférence : économie de temps, économie financière.



Gouvernance de la recherche :

Il est recommandé de renforcer la planification de la recherche, en veillant à développer une politique de recherche transversale commune aux équipes, et de réseaux thématiques. Cette politique pourrait s'intéresser davantage aux projets internationaux, afin d'amplifier les ressources financières de l'USR, ainsi que les synergies de publications communes entre deux ou plusieurs IFRE (aucune actuellement).

Le comité d'experts conseille d'établir des priorités dans les actions de recherche, entre des thématiques et sous-thématiques du projet scientifique, sans sacrifier l'originalité des thématiques.

L'USR gagnerait en reconnaissance en continuant de privilégier la dimension comparative et transversale, mais autour d'un petit nombre de projets communs. Il conviendrait d'encourager la dynamique de la transversalité en priorisant pour cet aspect de la recherche des fonds incitatifs spécifiques.

Publications : il faut conserver l'équilibre entre publications en français et publications en anglais et veiller au développement des publications dans les revues internationales à comité de lecture (françaises et anglaises) et à la co-édition d'ouvrages avec des maisons d'éditions anglophones y compris locales.



3 ● Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

La convergence des programmes de recherche en sciences sociales autour de 4 grandes thématiques est une constante de la recherche entreprise dans l'unité : les identités (émergentes, autour de l'islam), le politique (de l'électoral au conflit), l'urbain (gouvernance, formes nouvelles de la socio-urbanité, citoyenneté, migrations), l'environnement (gestion des ressources, nature et métropole). Sans lien avec ces thématiques, on soulignera également la solidité des programmes de recherche et la qualité de la production scientifique en Archéologie (Cf. infra, Projet).

Programmes de recherche :

Une partie des programmes de recherche des trois équipes de sciences sociales sont des programmes financés par réponse gagnante à des appels d'offre : 7 contrats ANR en cours ou achevés, plusieurs programmes internationaux (CORUS, Européen). De nombreux programmes sont effectués sur financement des tutelles ou des structures des chercheurs et enseignants-chercheurs partenaires, mais également par d'autres partenaires, intéressés par le devenir de cette partie de l'Afrique. L'IFRA Nairobi joue un rôle majeur dans la création et la mise en oeuvre du programme d'Observatoire des Grands Lacs financé par la France. L'IFRA Nigeria, par exemple, a su attirer des financements extérieurs (3 financements pour un total de 150 000 € en 2011, financement de 160 000 € en 2012 pour le projet Nigeria Watch).

Le budget de l'USR provient de plusieurs sources de financement : (i) dotation des tutelles (MAEE : 358 000 € en 2010 de crédits scientifiques ; 64 500 € CNRS), soit un total de 422 000 €. ; (ii) crédits sur programmes et contrats (155 000 € en 2010) ; (iii) expertises (345 000 €). Les crédits sont ventilés par UMIFREs. La question financière n'est pas neutre. La tendance affirmée semble être désormais à la recherche de financements extérieurs, notamment par la consultance et l'expertise. Ce mode de financement contribue à démultiplier les activités des USR, à les rendre plus dépendantes du « risque-contrat », à en alourdir la gestion.

Mais ces programmes ont un effet d'entraînement certain pour le développement des recherches des universités nationales, comme en témoigne la réussite des programmes Yeoville Studio et APORDE (African Programme on Rethinking Development Economies) de l'IFAS, aujourd'hui intégralement « appropriés » par les partenaires universitaires sud-africains.

Publications :

L'unité a à son actif 355 références inscrites. Il s'agit, pour une part, de publications propres à chaque UMIFREs, de publications issues de programmes portés par l'UMIFREs, et de publications de chercheurs soutenus par l'UMIFREs. L'USR revendique la production de 24 ouvrages, 73 chapitres d'ouvrages, 72 articles dans des revues ACL, 24 dans des revues des UMIFREs IFRA Nairobi et IFAS, 77 publications numériques, 82 autres.

Les chercheurs africains rattachés à l'IFRA Nairobi et l'IFAS utilisent massivement les supports offerts par les revues « UMIFREs » (IFRA Nigeria e-Papers, Cahiers d'Afrique de l'Est). Les chercheurs seniors, notamment français, semblent davantage utiliser des supports hexagonaux, livres et revues, mais plusieurs enseignants-chercheurs affectés durant un temps dans l'USR ont fortement contribué à la production scientifique des revues UMIFREs. Les publications dans des revues et newsletters sont majoritaires, mais de nombreux ouvrages, souvent en co-édition les accueillent, et une partie non négligeable sont publiés dans des revues répertoriées (surtout Afrique du Sud).

La politique de publications de l'unité s'appuie sur des éditeurs reconnus, français et étrangers (Karthala, publications de l'African Studies Center de Leiden), des éditeurs locaux (Transafrica en Afrique du Sud). Ses différents instituts abritent également l'édition de publications, comme les Cahiers d'Afrique de l'Est, Mambo (lettre mensuelle) à IFRA Nairobi. Les stratégies sont toutefois diversifiées : la remarquable politique éditoriale de l'IFAS est tournée vers les revues anglophones (Antipode, International Journal of Urban and Regional Research), tandis que le SFDAS demeure davantage « francophone », et les publications utilisent de plus en plus le support électronique (IFRA Nigeria, Nairobi).



En matière de soutien à la recherche l'unité, par ses UMIFREs, apporte une aide active à la recherche doctorale via des bourses, des financements de terrain, des aides à la mobilité, des écoles d'été, un accueil et un encadrement des doctorants. Au total, l'USR a contribué à mener à leur terme plus de 20 thèses, soutenues dans les universités françaises partenaires, dans la période du quadriennal achevé.

Au cours du dernier Quadriennal, l'USR a pris l'initiative et réalisé de nombreuses opérations de valorisation de la recherche. En premier lieu, des expertises auprès de structures et institutions françaises (DAS, AFD), et auprès des organisations internationales (UN-Habitat, UNEP, ICG) et d'ONG internationales. Elle a organisé des conférences et des colloques en France, mais également en Afrique, avec les partenaires, portés par l'une ou l'autre des UMIFREs et assorties de publications.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

Le rayonnement des UMIFREs de l'USR est important. L'IFRA Nigeria est reconnu comme « interface scientifique » par ses partenaires anglo-saxons et internationaux. La SFDAS joue un rôle incontournable dans la recherche archéologique soudanaise et il bénéficie d'une forte reconnaissance de la communauté internationale des archéologues.

L'unité exerce le pilotage de nombreux projets de recherche, notamment ceux soutenus par des financements extérieurs (via les ANR et expertises) pour 35% (IFRA Nigeria), pour 77% (IFAS) de leur budget général. Les partenariats avec des universités françaises et européennes sont nombreux et pérennes. Les principaux établissements et laboratoires de recherche concernées sont les universités de Toulouse (Traces, Dynamiques rurales), Bordeaux (LAM, Les Afriques dans le Monde), Paris (PRODIG -Pôle de Recherche pour l'Organisation et la Diffusion de l'Information Géographique, INALCO, CNRS, CEMAF-Centre d'Étude des Mondes Africains, Sciences Po), qui constituent les trois pôles majeurs de concentration des partenariats de l'USR, ainsi que les universités de Lille et Pau. Des partenariats privilégiés ont également été mis en place, en lien avec des programmes spécifiques, avec des universités européennes en place dans le pays d'accueil (BIEA, Nairobi), ou dans le pays d'origine : Université Libre de Bruxelles (Belgique), Université Laval (Québec, Canada), en Allemagne, Royaume Uni, Italie.

Les partenariats avec des universités des pays d'accueil ou voisins sont également nombreux : pour le seul IFAS, 80% des programmes ont au moins un partenaire scientifique sud-africain. Le seul IFRA Nigeria a « fidélisé » plus de 20 chercheurs seniors impliqués. La SFDAS est la plus intégrée des UMIFREs de l'USR, puisqu'elle est physiquement accueillie par la puissante institution responsable de l'archéologie et des musées au Soudan, la NCAM (National Corporation for Antiquities and Museums).

L'USR montre une forte capacité d'attraction de chercheurs de niveau international à l'occasion de grandes conférences internationales et des colloques (IFRA Nigeria et Nairobi) et contribue significativement à l'animation scientifique des villes et des pays d'accueil par des séminaires régionaux à Nairobi et Kisumi, des ateliers et diverses manifestations scientifiques.

Le rayonnement par l'accès aux publications et leur diffusion est particulièrement important, tant au niveau des bibliothèques et centres de documentation classiques (mise en commun du fonds documentaire IFRA Nairobi avec celui du BIEA - British Institute of East Africa), qu'en termes d'utilisation des sites web et du numérique. A cet égard, signalons la numérisation des documents anciens (IFRA Nigeria), les publications en ligne et en open access sur sites, comme HAL-SHS ou revue.org (IFRA e-paper, Newsletter, Carnets de recherche IESEDI, Lettre d'information d'IFAS recherche), la création et mise en ligne de nouvelles revues (Nigeria Studies).



Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

Les équipes de l'USR sont en liaison constante avec les services de coopération des ambassades de France et des Alliances françaises des pays d'accueil. Elles participent directement ou indirectement à la promotion des activités culturelles organisées par la France en Afrique de l'Est : expositions, activités de diffusion de la culture scientifique (journées de la Francophonie et de l'Europe), conférences, clubs de jeunes pour la science...

L'importance de la question logistique apparaît davantage encore par l'effet particulièrement bénéfique de l'hébergement des UMIFREs au sein ou à proximité de structures scientifiques locales. Implantées dans les locaux d'institutions semblables ou proches, telle que le BIEA (British Institute in Eastern Africa), le Musée National des Antiquités du Soudan ou l'Université d'Ibadan, les UMIFREs interagissent avec leur partenaire national ou autre dans des activités de vulgarisation et d'information scientifique pour différents publics.

La demande de prestation de service ou d'expertise et de participation à des études commanditées par des agences de développement (AFD), des organisations internationales (UN-Habitat) ou des ONG locales, nationales ou internationales, est en augmentation. C'est particulièrement le cas pour l'IFRA, qui a répondu positivement à ces demandes. D'une façon générale, le souhait des UMIFREs semble être de développer leur activité d'expertise en valorisant celle de leurs partenaires africains plutôt que pour une demande, si légitime soit-elle, formulée par des instances françaises. Ainsi, l'IFAS souhaite-il, par exemple, voir l'expertise sud-africaine en matière de conservation des manuscrits anciens et de philologie arabisante valorisée par des partenariats avec la France.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité

La dispersion spatiale des UMIFREs de l'USR dans l'Est du continent africain complique singulièrement la gouvernance de l'USR. Les quatre sites sont très éloignés les uns des autres, ce qui rend tout déplacement coûteux et toute rencontre chronophage. Les moyens de communication modernes sont insuffisants (pas de visioconférence).

La dimension réduite des équipes de chercheurs permanents et le nombre élevé des personnels incitent les responsables à impliquer les agents locaux dans les programmes de recherche et les manifestations scientifiques. L'accueil de stagiaires scientifiques et la nouvelle dynamique de mobilité permet d'étoffer temporairement les équipes « sur site ». Dans ce contexte d'équipe réduite, la rotation rapide des directeurs a pu apparaître également comme une difficulté temporaire (IFAS).

Les conditions matérielles d'hébergement des UMIFREs de l'unité sont particulièrement satisfaisantes. Elles offrent de bonnes conditions de travail aux personnels permanents. Les superficies utiles varient, selon les UMIFREs, de 600 m² (IFAS) à 100 m² pour la SFDAS (IFRA Nairobi : 265 m² ; IFRA Ibadan : 156 m² + Zaria : 200 m²). Elles permettent également d'accueillir les chercheurs et enseignants-chercheurs en mission dans d'excellentes conditions de travail, et dans une certaine mesure, d'hébergement. En outre, la proximité du partenaire national constitue un atout supplémentaire.

La fonction d'accueil scientifique (mission courte, doctorant, accueil temporaire) est, pour chaque UMIFREs, une activité importante. Elle permet de partiellement compenser le handicap de la faiblesse numérique des chercheurs permanents. C'est avec ces visites et séjours que s'organise la vie scientifique séminaires des programmes, aide à la recherche pour les doctorants, colloques. La vie de l'UMIFREs SFDAS est rythmée par l'alternance des périodes de fouilles (en saison fraîche) et de travail de bureau et de laboratoire (saison chaude).

Avec les partenaires locaux, les contacts sont permanents et très utiles. Ils permettent de gérer les questions pratiques et de discuter des perspectives de recherche commune ou croisée. Les contacts avec l'ambassade de France et les institutions françaises sont fréquentes. Nécessaires, elles peuvent cependant apparaître comme une gêne par rapport à la dynamique collaborative entre UMIFREs et institution nationale (IFAS et les universités sud-africaines par exemple).

Dans ce dispositif, du fait de son activité scientifique exclusivement archéologique, la SFDAS de Khartoum est quelque peu marginalisée. Elle est davantage en relation avec l'Égypte, et relativement proche du Centre Français d'Addis Abeba, avec lequel les convergences scientifiques thématiques sont particulièrement fortes.



La question de l'insécurité dans le nord du Nigeria limite désormais le déploiement des activités scientifiques de l'IFRA Nigeria. Celui-ci bénéficie d'une double implantation, à Ibadan principalement (première implantation, 1990), au sein de l'Institut d'Etudes Africaines de l'Université d'Ibadan, et, depuis 2006, à l'Université Ahmadu Bello (ABU) à Zaria (Etat de Kaduna), la plus grande ville universitaire du nord Nigeria. La prise d'otage d'un français à Katsina en décembre 2012 a conduit à la suspension des missions dans le nord du pays.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

Les équipes sont des intermédiaires facilitant l'octroi de bourses de thèse pour de jeunes doctorants souhaitant venir en France. Elles assurent aussi l'encadrement et le suivi de doctorants nationaux, de doctorants en accueil ou en mission français et étrangers, et il convient de souligner leur fort investissement dans ce type d'action. L'effort de formation sous la forme de « fouille-école » proposée par la SFDAS est le seul projet spécifiquement axé sur le perfectionnement des compétences d'acteurs locaux (les inspecteurs) en poste dans l'administration en charge des fouilles archéologiques.

La formation à la recherche prend plusieurs formes :

Un soutien aux doctorants pour l'accès au terrain, l'accompagnement scientifique, les publications (cas de l'IFRA, avec les conventions IFRA/Karthala et IFRA/Africa Studies Center de Leiden).

Un accroissement des aides à la mobilité, mais qui demeure très modeste. Il repose principalement sur des fonds obtenus par des projets ou des expertises dans lesquels des doctorants sont impliqués. A l'IFAS, l'aide à la mobilité est très réduite (3 bourses en 2012-2013), même si un effort est fourni en direction des doctorants sud-africains. Une forte participation aux séminaires organisés par les UMIFREs, afin de « fidéliser » les doctorants nationaux (IFRA).

Les collaborations entre UMIFREs et université nationale sont contrastées. Si l'IFAS a participé à la création d'une formation Master-Doctorat avec l'Université de Cape Town dans le cadre du projet sur les « premières mondialisations », il semble bien difficile, pour les UMIFREs, de développer des encadrements de thèse et des collaborations fécondes, puisque l'IFRA constate l'inexistence de cotutelles de thèse ainsi que l'absence d'intervention de chercheurs africains dans des Masters français par exemple. Mais l'expérience de l'IFAS, qui accueille des chercheurs sud-africains à l'occasion des « French Institute Seminars in Humanities » semble plus prometteuse.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

La pertinence et la qualité de la structuration du projet sont incontestables. Les programmes proposés sont ambitieux, mais correspondent à des attentes et des demandes des partenaires.

Les trois axes portés par l'IFRA Nairobi (Paysages politiques en mutation ; Cultures et sociétés, mise en perspective des changements ; Patrimoine et héritage, les enjeux de la patrimonialisation) reprennent partiellement d'anciennes thématiques, mais sont également innovants, notamment pour le second (jeunesse, enfants, impact du fait religieux, classes moyennes dans les pays émergents), et, pour le troisième (Patrimonialisation), porteurs de transversalité.

Les deux axes proposés par IFRA Nigeria (Construction, adaptation et gestion des identités au Nigeria et dans l'espace ouest-africain à l'ère de la globalisation ; Dynamiques de l'islam au Nigeria : perspectives nationales et transnationales) fédèrent divers programmes de recherche et ont un impact local-régional particulièrement fort, en même temps qu'ils replacent l'espace considéré dans les processus de globalisation.

L'IFAS propose trois axes de recherche (Analyse de l'émergence et de la captation de ressources ; Dynamiques contemporaines : politique de l'identité et études urbaines ; Le temps long : archéologie, histoire globale et mémoires) qui questionnent d'autres éléments de la globalisation et concernent particulièrement l'espace Est-africain. Les approches de la question urbaine semblent prometteuses. Le « temps long » multiplie les décloisonnements.



Les axes proposés par la SFDAS sont très spécifiques, et pour diverses raisons parfaitement recevables : Formation des sociétés et préfiguration de l'émergence des états à la fin du Néolithique en Nubie soudanaise et au Soudan central ; Théologie d'Amon dans l'île de Méroé ; Matériel et coutumes funéraires méroïtiques en contexte non royal ; Les échanges transfrontaliers du Royaume de Méroé ; La mise en valeur des sites archéologiques (axe commun).

La faisabilité du projet d'ensemble à moyen terme dépend évidemment de l'adéquation avec des ressources humaines, et des ressources financières et matérielles pour le réaliser. La pertinence d'une politique effective d'affectation de ressources humaines et de moyens financiers et matériels compatibles est très peu vraisemblable. De ce fait, certains projets semblent démesurés : les seuls 3 axes du projet IFRA Nairobi, sont déclinés en 13 thématiques (sous-axes). Un autre aspect du problème est que certains projets semblent être davantage liés à un individu qu'à une véritable équipe de chercheurs.

L'originalité et la prise de risques doivent pourtant être salués. Certains de ces programmes sont porteurs de transversalité, et devraient pouvoir contribuer à renforcer la cohésion d'ensemble de l'USR. L'ouverture à la question de la « patrimonialisation » est fédérative, y compris par rapport à la SFDAS, qui souhaite élargir ses domaines de recherche à la « mise en valeur et gestion du patrimoine » et fait preuve de beaucoup de flexibilité et d'ouverture, ce qui pourrait la conduire à des rapprochements avec l'USR d'Adis Abeba, et l'IFAO du Caire. Elle pourrait aussi favoriser des rapprochements entre l'IFRA Nairobi et l'IRD (qui développe son programme PAREGO - Programme Prioritaire Régional « Patrimoine, Ressources, Gouvernance»). La problématique de l'identité, comme celle de l'islam, devrait également permettre à l'IFRA Nigeria de valoriser sa position d'interface entre les recherches ouest-africaines, européennes et nigérianes.



4 ● Analyse équipe par équipe

Équipe 1 :

IFRA Nairobi

Nom du responsable :

M. Christian THIBON

Effectifs

Effectifs de l'équipe	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	2	1	2
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés		1	1
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)			
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		1	1
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	1	1	1
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	4	4	4
TOTAL N1 à N6	7	8	9

Effectifs de l'équipe	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	12	
Thèses soutenues	5	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	1	
Nombre d'HDR soutenues		
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	1	1



• Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

L'Institut Français de Recherche en Afrique de Nairobi (IFRA) mène des travaux scientifiques et universitaires en sciences humaines en Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Ouganda) et dans trois pays des grands lacs : Burundi, Rwanda et Est de la RDC. Il favorise une approche pluridisciplinaire (géographie, sociologie, histoire, anthropologie) pour aborder des programmes de recherche dans les domaines suivants : politique et identités émergentes ; gouvernance urbaine ; environnement et gestion des ressources naturelles.

Son activité scientifique repose sur un très faible nombre de scientifiques permanents (un directeur et un pensionnaire), une douzaine de doctorants français ou kenyans et un large réseau de chercheurs français et Est Africains qu'il appuie lors de missions de terrain ou de mobilités. Malgré le petit nombre de chercheurs en poste, l'IFRA participe en étant le point d'appui en Afrique de l'Est à de nombreux projets de recherches contractuels :

- Trois projets ANR : (1) ANR « Justice spatiale, gouvernance urbaine » (2009-2012) (2) ANR « Swahili, textes et terrains » (Programme les Sud Aujourd'hui, 28/12/2007 - 27/12/2012) ; (3) ANR « Enfants victimes, enfants précaires et jeunesse « violente » en Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda) : réalités, perceptions et prises en charge » (Programme Enfance 10/12/2008 - 9/12/2012) ;

- Un projet européen « CREATING » achevé en 2010 ;

- Deux projets CORUS (appel d'offre du MAEE géré par l'AIIRD dans le cadre des FSP - Fonds de Solidarité Prioritaires- régionaux) : (1) CORUS « Montagnes et villes en Afrique de l'Est » (2008-2011) et (2) CORUS « Gouverner les villes d'Afrique de l'Est » (2008-2011).

L'IFRA a créé un observatoire pour suivre les élections générales en Afrique de l'Est au cours des 2 années à venir.

L'IFRA Nairobi publie des ouvrages issus de ses programmes scientifiques ou des manifestations qu'il organise, en partenariat avec des éditeurs français (Karthala, Harmattan) ou locaux (Transafrica-Press, Mkuki Na Nyoti). Il édite lui-même deux types d'ouvrages :

- Les Cahiers d'Afrique de l'Est, qui ont valeur de revue scientifique de l'UMIFREs. Ils rassemblent des textes d'auteurs. L'éditeur est le directeur ou le pensionnaire qui rassemble les publications. Les Cahiers sont accessibles en format pdf. 10 numéros ont été publiés entre 2007 et 2012;

- Mambo est une lettre mensuelle, avec des informations liées aux disciplines d'intérêt à l'Ifra et dans la région de l'Afrique de l'Est. Elle est diffusée électroniquement.

On notera cependant une très faible production d'articles dans des revues à comité de lecture : 4 articles dont aucun n'est enregistré dans le Web of Knowledge entre 2007 et 2012. Le rapport 2012 fait des promesses, en termes de publications, dans le cadre des programmes de recherche (CORUS, ANR) qui rentrent dans une phase de restitution et diffusion.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

Le rayonnement et l'attractivité de l'IFRA sont attestés par le large réseau d'universitaires et de chercheurs qui participent à ses activités scientifiques. Le réseau français repose principalement sur trois pôles : Toulouse, Bordeaux et Pau. Le réseau Africain vient de l'association des universités d'Afrique de l'Est (IUCEA, Inter University Council for East Africa) et des universités Kenyanes. Son association avec le BIEA (British Institute of East Africa) et ses partenariats avec MRA, les universités d'Anvers (Belgique), l'Université Libre de Bruxelles, l'Université Laval (Québec), et le HIED (Institut des Hautes Études Internationales) de Genève lui confère un rayonnement européen et international. L'IFRA compte ainsi en 2012 un cercle de 28 chercheurs associés à ses activités qui ne disposent pas pour autant d'un statut ou d'un accord de recherche avec l'IFRA. Le rapport ne mentionne pas non plus l'implication en termes de temps passé sur les programmes IFRA par ces chercheurs.



Peu d'indicateurs permettent cependant de mesurer l'implication exacte de ces réseaux dans les programmes de l'IFRA, mais pour apprécier la politique de rayonnement et d'attractivité, le rapport donne quelques chiffres :

Des mobilités pour des chercheurs Africains vers la France en augmentation, le nombre de bénéficiaires était de 37 en 2011 et de 122 en 2012. Ces aides à la mobilité, recouvrent des situations différentes, des déplacements locaux, régionaux et internationaux et des prises en charge à l'occasion de colloques et de séminaires.

Des mobilités de chercheurs européens vers l'Afrique de l'Est ; leur nombre en 2012 a été de 54, soit 35 étudiants (master et doctorants) et 19 enseignants-chercheurs (participation colloque).

L'organisation de séminaires, cours et écoles d'été. En 2012, l'IFRA a organisé deux colloques internationaux (Nairobi, Kampala), deux séminaires régionaux (Nairobi, Kisumu) et des ateliers nationaux.

Le fonds documentaire important mis en commun avec celui du BIEA dans une même bibliothèque, contribue à une attractivité locale malgré une position éloignée des centres universitaires utilisateurs.

Enfin un site Web en français et en anglais permet l'accès à de nombreux documents en ligne. Il donne une bonne visibilité de l'IFRA dans la région et en Europe dans la communauté intéressée par l'Afrique de l'Est.

Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

Très proche des services de coopération des ambassades de France et des Alliances françaises des pays où il travaille, l'IFRA est en interaction directe avec la plupart des activités culturelles promues par la France en Afrique de l'Est. Il participe avec l'IRD à des expositions et à des activités de la diffusion de la culture scientifique (journées de la Francophonie et de l'Europe, conférences, clubs de jeunes pour la science...).

Implanté dans les locaux du BIEA, l'IFRA interagit avec celui-ci dans des activités de vulgarisation et d'information scientifique pour différents publics.

Ces dernières années, l'IFRA a interagi comme prestataire de service ou expert dans plusieurs études commanditées par des agences de développements (AFD), des organisations internationales (UN Habitat) ou des ONG. Cette part des programmes de recherche en consultance locale représente près du quart du budget (depuis 2011) ; cette montée en puissance de l'expertise pèse sur la gestion et sur la programmation mais s'inscrit en prolongement des deux domaines de compétences « historiques » de l'IFRA : les analyses politiques et les analyses urbaines. On peut s'interroger cependant sur la pertinence de certains financements dans la programmation scientifique de l'IFRA et sur son rôle autre que comptable (FSP régional MAWARI sur l'hydrogéologie dans le grand Rift).

Toutefois, l'appréciation de l'interaction du partenariat « recherche » de la France dans cette région du monde doit tenir compte de l'ensemble des activités des institutions présentes en Afrique de l'Est (UMIFRES, IRD, CNRS, CIRAD, Institut Pasteur, Universités...). La multiplicité des représentations brouille la visibilité globale de la coopération française en matière de recherche et d'innovation dans une région qui investit de plus en plus dans la recherche avec des résultats certains (Le Kenya a mis au point le paiement par téléphonie portable et en étudie les impacts importants sur les sociétés).

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'équipe

Compte tenu de la taille de l'équipe scientifique permanente, le mode de fonctionnement de l'IFRA s'apparente à celui d'un groupe primaire selon un mode collégial. Les séminaires des programmes de recherche et la présence de missionnaires sont autant d'occasions de réunir l'ensemble des acteurs. La vie commune avec le BIEA donne lieu à une rencontre avec la direction du BIEA et du Rift Valley Institute qui aborde les questions pratiques et les perspectives de recherche commune ou croisée.

Les relations avec les autres institutions françaises se font au travers des réunions « chercheurs » de l'ambassade et de contacts directs. La présence des autres « représentations » de la recherche française dans la région devrait pousser à plus de synergie entre organismes français présents et entre les projets de recherche.



Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

L'IFRA est fortement impliqué dans la formation par la recherche au travers de mobilités offertes aux étudiants doctorants ou masterisants, par l'organisation d'écoles d'été portant sur la méthodologie en sciences humaines. En 2012, 12 doctorants étaient accueillis et 5 thèses ont été soutenues dans les trois grands axes programmatiques de l'IFRA.

Le nombre d'aides à la mobilité accordées à des doctorants dans le cadre de leur recherche a été augmenté grâce aux fonds nouveaux que l'IFRA a obtenus dans les projets contractuels de recherche ou les expertises auxquels des étudiants peuvent être associés.

L'implication de l'IFRA et des chercheurs français de son premier cercle dans les activités d'enseignement et/ou de séminaires dans les Universités d'Afrique de l'Est pourrait être améliorée. Qu'il s'agisse de thèse d'étudiants africains ou européens, aucune n'est réalisée en cotutelle entre une université française et une université Est-Africaine. De même aucune intervention dans les masters français des professeurs / chercheurs du IUCEA est signalée.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

Le projet scientifique pour le prochain quadriennal reconduit les trois axes des activités de l'IFRA de Nairobi et les présente sous forme de plusieurs sous-axes. Le premier axe : « Paysages politiques en mutations » prolonge des recherches passées ou en cours sur les changements structurels actuellement observés et attendus. Il s'intéresse à la démocratisation et aux élections dans les pays de l'Afrique de l'Est et des Grands Lacs. Il étudie les pratiques politiques et propose une approche historique et ethnographique des violences politiques. Les politiques sectorielles : santé, éducation, jeunesse... y sont abordées aux échelles nationales ainsi que leur intégration à l'échelle régionale. La construction géopolitique régionale de l'EAC (East African Community) avec une extension à ses régions périphériques y sera abordée avec un soutien fort du programme Observatoire des Grands Lacs Africains financé par le Ministère de la Défense / Fondation de la Recherche Stratégique, 2012-2014.

Le second axe porte sur « Cultures et sociétés, mise en perspective des changements » et s'articule sur les études politiques développées dans le premier axe. Cet axe se décline en 4 sous-axes : (1) les identités en gestation/négociation/conflits et enjeux de mémoire (entre ethnicités, autochtonie, imaginaire national, et métissage) ; (2) les nouvelles normes et nouveaux rôles familiaux et ménagers, et la place de la jeunesse ; (3) les nouvelles pratiques religieuses et l'impact renouvelé du fait religieux, notamment le pentecôtisme et l'islam ; (4) les champs de l'innovation et l'affirmation d'une classe moyenne en lien avec les nouvelles pratiques de consommations et les nouveaux modèles culturels.

Le troisième axe « Patrimoine et héritage, les enjeux de la patrimonialisation » met au premier plan la démarche ruraliste (questions foncières, stratégies de survie, relation ville-campagne) et anthropologique qui a toujours été un domaine de compétences de l'IFRA-Nairobi. Il profite de la dynamique mise en place par le programme régional de l'IRD : Patrimoine, Ressources, Gouvernances (PAREGO). Il apparaît comme l'axe le plus transversal à l'ensemble de l'USR et sera développé à ce titre. Il est décliné en cinq sous-axes qui sont des sujets d'étude à part entière et qui vont de l'étude des stratégies de survie et d'accès à la terre au devenir des musées de société, la relance des musées d'Etat et à l'étude des enjeux mémoriels dans les constructions identitaires régionales, nationales. Le projet pour cette seule équipe comporte donc 13 thématiques qui seraient abordées dans un espace géographique impliquant huit pays de la région. Ce large éventail d'activités apparaît démesuré par rapport aux forces humaines en présence. On aurait souhaité avoir plus de précisions sur l'investissement prévu du cercle de chercheurs gravitant autour de l'IFRA dans ces axes et sous-axes. Un nombre d'ETP investi dans les activités prévues dans chaque axe pourrait donner une idée sur la faisabilité du projet. Le peu de personnel et la réduction des dotations prévisibles à la fois du MAEE et du CNRS devraient être compensés par une association plus forte avec les institutions françaises (IRD et CIRAD) et européennes (BIEA) présents.

La mise en place de priorités thématiques se fait en fonction des sensibilités des directeurs nommés: on peut voir ainsi des projets débutés sous une direction rester en suspens durant les directions suivantes (cas du projet Café avec le CIRAD).



Conclusion

• Points forts et possibilités liées au contexte

Une forte attractivité attestée par l'accroissement de la mobilité des chercheurs africains venant en France et des chercheurs français venant en Afrique de l'Est.

Une forte attractivité et un rayonnement fondés sur la réalisation de manifestations scientifiques internationales.

Une politique de publications auprès d'éditeurs et aussi en support électronique très efficace.

Un site web en français et en anglais qui donne une bonne visibilité de l'IFRA Nairobi.

• Points à améliorer et risques liés au contexte

Le faible nombre de scientifiques permanents en poste à Nairobi.

La sociabilité intellectuelle franco-africaine à fidéliser, afin de parvenir à développer les cotutelles de thèse et augmenter le nombre d'accueil de chercheurs africains dans les universités françaises.

L'insuffisante implication des chercheurs français dans les activités d'enseignement et de recherche dans les universités africaines.

La faiblesse des publications d'articles scientifiques dans des revues à comité de lecture internationales.

L'ampleur et la diversité thématique démesurée du projet.

• Recommandations

Il convient de renforcer les partenariats d'enseignement et de recherche avec les universités Est-africaines.

Il faut renforcer les synergies entre les organismes français de recherche et d'expertise et entre leurs projets de recherche.

Il est important de mener une véritable politique de demandes d'affectation de personnel scientifique auprès des tutelles.

Il est souhaitable également de mener une politique de demandes d'accueil scientifique des chercheurs africains auprès des universités françaises partenaires des projets de recherche.

Il est bon d'encourager la publication d'articles dans des revues internationales ACL.

Enfin, il serait opportun de prioriser les actions de recherche du projet scientifique, sans sacrifier l'originalité des thématiques.



Équipe 2 :

Institut français d'Afrique du Sud (IFAS, UMIFREs 25)

Nom du responsable :

M. Adrien DELMAS

Effectifs

Effectifs de l'équipe	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	1		
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés			
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	1		
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		1	1
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)		1	1
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	4	3	1
TOTAL N1 à N6	6	5	3

Effectifs de l'équipe	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	1	3
Thèses soutenues	1	4
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		1
Nombre d'HDR soutenues		1
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées		1



• Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

La production scientifique repose largement sur des programmes de recherche portés soit par des membres de l'IFAS, soit par des personnes extérieures qui nouent des partenariats avec l'IFAS, mettant à profit son rôle de plateforme scientifique. Depuis 2009, des axes structurants ont perduré malgré le caractère aléatoire de ce mode de fonctionnement : il s'agit des études urbaines et des études sur les migrations. Cependant, ces deux axes structurants ne perdurent aujourd'hui que de façon marginale, de nombreux projets et travaux d'étudiants étant parvenus à leur terme ; seuls deux programmes ANR (UNPEC -Les parcs nationaux dans les métropoles des pays émergents- et Xenafpol -Les politiques de l'exclusion xénophobe en Afrique : mobilisation, ordres locaux et violence-) en cours témoignent de la pérennité de ces études. Si le programme « Yeoville Studio » s'est achevé en 2011, l'originalité de sa démarche (travail en commun entre les habitants d'un quartier, la communauté des chercheurs et des aménageurs) est reprise par l'Université de Wits dans le cadre de « Rosettenville Studio », témoignant ainsi de l'effet d'entraînement d'une telle démarche. Dans la même logique, le programme APORDE, soutenu par l'AFD, a été totalement transféré à une structure sud-africaine.

Parallèlement, des programmes de recherche émergent en lien avec le renouvellement des problématiques de recherche et les préoccupations scientifiques des chercheurs de l'IFAS. Ainsi, la problématique du temps long est en cours de consolidation, par le biais d'interrogations sur la place de l'Afrique du Sud dans les « premières mondialisations » à l'époque moderne, l'histoire de l'écrit en Afrique australe ou la préhistoire (affectation obtenue d'un Chargé de recherches 2 du CNRS).

L'ensemble de ces programmes de recherche ont donné lieu à de nombreuses et régulières publications, avec des publications dans des revues anglophones à fort facteur d'impact (Antipode : FI = 2.43 ou International Journal of Urban and regional Research : FI = 1.54).

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

La capacité de rayonnement de l'IFAS se retrouve par l'association de nombreux chercheurs sud-africains ou européens aux programmes de recherche portés par le centre ; ils étaient au nombre de 15 en 2012, relevant de cinq universités différentes. Cependant, au vu de l'importance et de la richesse de l'environnement académique sud-africain, ces partenariats restent limités.

Les manifestations scientifiques portées par l'IFAS chaque année restent nombreuses, quoique tributaires du calendrier et de l'organisation de programmes de recherche. En 2012, des efforts ont été réalisés afin d'assurer une attractivité régulière, au-delà du caractère aléatoire des calendriers. Ainsi ont été mises en place les « French Institute Seminars in Humanities » selon un rythme annuel. Également, la mise en place de pages dédiées sur les plate-formes Hypotheses.org (publication des carnets de recherche LESEDI -Lesedi Cultural Village and its cultural experience of old and new Africa- ou des Cahiers de l'IFAS) et HAL-SHS, va dans le sens d'une meilleure visibilité de l'IFAS-Recherche. Cependant, le partage du site avec l'Institut français en Afrique du Sud va plutôt à l'encontre de ces efforts, ces pages dédiées étant difficiles à trouver.

Le projet en cours de négociation de doubler la collection IFAS-Karthala par une collection en anglais avec un éditeur sud-africain devrait favoriser une meilleure visibilité, par la communauté anglophone, des travaux réalisés par l'IFAS-Recherche.



Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

Implanté dans les locaux de l'Institut français en Afrique du Sud, l'IFAS-Recherche est assurée d'une proximité avec les services culturels de l'Ambassade de France, et donc d'une partie de son personnel administratif, notamment de gestion. Cependant, elle peut pâtir de cette localisation à l'écart des universités sud-africaines, malgré une proximité géographique avec l'Université de Wits.

Les axes de recherche : « analyses de l'émergence et de la captation des ressources » et « dynamiques contemporaines : politique de l'identité et études urbaines » analysent des enjeux forts de la société sud-africaine. Ils correspondent sans doute à une forte demande dans cette aire géographique et permettent d'interagir avec les institutions politiques et académiques.

La volonté de réimplanter la bibliothèque dans les locaux de l'IFAS, après sa dispersion en 2011, peut témoigner d'une volonté d'accroître les interactions avec l'environnement académique notamment ; toutefois, à terme, elle pourrait contribuer à un éloignement vis-à-vis des institutions sud-africaines, risque qui aurait pu être évité par le transfert et l'appui à l'une de ces institutions pour accueillir la bibliothèque.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'équipe

L'équipe est très réduite et il semble qu'il y ait un déséquilibre entre le personnel d'encadrement et le personnel de recherche, malgré l'obtention récente d'un M&D par le CNRS. Le ratio entre budget de fonctionnement (2/3) et budget d'intervention (1/3) semble déséquilibré même si la fonction de plateforme d'accueil de l'IFAS reste centrale dans son mandat.

Le lien fort avec le dispositif diplomatique français est un avantage du point de vue de la mutualisation des services d'appui mais il peut apparaître comme une faiblesse pour une meilleure collaboration de l'équipe avec les Universités sud-africaines.

La rotation rapide des Directeurs de l'IFAS ces dernières années apparaît comme une fragilité du dispositif qui n'a peut-être pas permis de stabiliser et d'approfondir les relations avec les partenaires du Sud.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

La participation à la formation à la recherche se retrouve surtout dans l'attribution, sur fonds propres, d'aide à la mobilité pour des doctorants et post-doctorants, désireux de développer leurs travaux en Afrique du Sud ; abandonnée en 2011 pour des raisons budgétaires, l'attribution d'aides à la mobilité a repris en 2012.

L'implication s'est diversifiée récemment dans le cadre du projet sur le rôle de l'Afrique du Sud dans les « premières mondialisations » par la participation à la création d'une formation de Master / doctorat à l'Université de Cape Town.

Cependant, on peut regretter l'implication réduite des chercheurs sur place ou de passage à des activités d'enseignement et/ou de séminaires dans les Universités sud-africaines.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

La stratégie, comme le projet, comportent des inconnues, inhérentes au mode de fonctionnement même de l'IFAS-Recherche. En effet, cette structure ne dispose que de peu de visibilité sur les possibles programmes pouvant demander son soutien ou son partenariat dans les années qui viennent. Cependant, des efforts ont été réalisés pour construire le projet de recherche de l'IFAS (en 3 axes), lui donner une meilleure visibilité, et ce malgré un contexte de diminution des subventions, de contractualisation des chercheurs, et de dépendance de plus en plus forte à des financements extérieurs (fonctionnement par projets).

La volonté d'assumer l'ensemble de ses compétences territoriales en nouant des liens au-delà des frontières de l'Afrique du Sud, avec le projet d'ouverture d'un bureau en Angola, à Luanda, va dans le bon sens, et devrait lui permettre d'acquérir une dimension régionale plus forte. Toutefois le peu de personnel « recherche » disponible nécessite de rechercher les moyens de pérenniser ce dispositif et d'impliquer plus fortement les SCAC de la région, et en particulier pour l'ouverture de l'antenne en Angola.



Conclusion

• Points forts et possibilités liées au contexte

La qualité de la plateforme que constitue l'IFAS pour la coordination de projets et l'accompagnement de jeunes chercheurs est reconnue. Elle constitue un excellent interface entre les Universités du Nord et celles du Sud qui pourrait être mieux valorisée par les institutions françaises.

La politique éditoriale (soutien à l'édition d'ouvrages en français et en anglais, articles dans des revues à facteur d'impact, Cahiers de l'IFAS en ligne), pour faire connaître les travaux de l'IFAS et des chercheurs associés, est remarquable.

De plus l'animation scientifique au travers de séminaires et de conférences est une excellente opportunité de faire valoir les travaux de recherche qui sont menés à l'IFAS et d'alimenter les débats de sociétés.

La vocation régionale de l'IFAS, comme son savoir-faire et la connaissance approfondie du contexte académique sud-africain portée par l'Institut, peuvent être un facteur attractif pour les équipes du Nord et une manière de développer des synergies et des coopérations sud-sud.

• Points à améliorer et risques liés au contexte

Les principaux risques sont liés au faible nombre de chercheurs permanents et au fonctionnement par projets qui rendent l'IFAS fragile et dépendant des opportunités. L'ouverture d'une antenne en Angola est de ce point de vue un risque et sa « durabilité » est problématique, alors que cette initiative est positive et correspond au mandat de l'IFAS.

La forte proximité avec le dispositif diplomatique français tend à brouiller l'image « recherche » de l'IFAS. De plus, son relatif isolement par rapport aux Universités sud-africaines apparaît préjudiciable au rayonnement de l'IFAS dans le système universitaire national et ne permet pas de profiter au mieux des fortes compétences scientifiques qu'ont ces Universités. Les liens pourraient être renforcés tant dans la formation par la recherche (participation à des enseignements universitaires et encadrement d'étudiants sud-africains) que dans des projets collaboratifs menés en commun.

• Recommandations

Il est souhaitable de continuer et amplifier l'effort de communication auprès des SCAC et des partenaires français et européens pour attirer des personnels permanents et des moyens de fonctionnement adéquats. La communication auprès des équipes de recherche françaises dans différentes institutions (Universités, CNRS, IRD et CIRAD) devrait être renforcée pour attirer des chercheurs permanents à l'IFAS.

Il est recommandé de renforcer notablement les relations avec les Universités sud-africaines pour valoriser leurs compétences et pour s'insérer dans les dynamiques scientifiques de ces Universités (projets en commun et formation par la recherche).

Il est suggéré de rechercher les synergies avec les IFRA de Nairobi et Ibadan sur des axes des recherches qui se recouvrent. Plus de synergies permettrait de donner davantage de visibilité internationale aux projets de recherche qui sont menés localement, de mutualiser des compétences des UMIFREs et d'augmenter les chances de positionner ces UMIFREs comme leader sur des appels d'offre européens ou internationaux.



Section française de la Direction des Antiquités du
Soudan

Équipe 3 :

Nom du responsable :

M. Claude RILLY

Effectifs

Effectifs de l'équipe	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés			
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	2	2	2
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)			
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)			
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	1		
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	2	3	1
TOTAL N1 à N6	5	5	3

Effectifs de l'équipe	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	1	
Thèses soutenues	1	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
Nombre d'HDR soutenues		
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées		



• Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

La SFDAS, par sa présence permanente dans le pays, joue un rôle important dans l'archéologie soudanaise, sur le plan logistique et scientifique. La production scientifique sous la forme de publications est régulière et de qualité. Elle atteste du dynamisme de l'équipe, même si, au plan quantitatif, elle est un peu inférieure à celle des trois autres Instituts évalués. Cela est sans doute dû aux spécificités de la SFDAS, centrée exclusivement sur l'archéologie et concernant donc un nombre de collaborateurs plus limité. Bien que certaines contributions soient rédigées en anglais, on soulignera la domination des publications en français, un aspect qui devrait être dans le futur rééquilibré en tenant compte de la tradition anglophone du pays et du fait que l'anglais est aussi la langue dominante des chercheurs travaillant sur l'archéologie soudanaise.

Hormis les publications, les activités scientifiques de la SFDAS concernent aussi l'organisation régulière de conférences à Khartoum, le soutien à des événements scientifiques en France (colloques ou écoles doctorales), et l'encadrement de doctorants français, soudanais, voire d'autres pays d'Europe.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

La SFDAS est un acteur reconnu au niveau de la communauté internationale des chercheurs, comme le montre le fait que son ancien directeur (M. Vincent RONDOT) est actuellement président de la Société internationale pour les études nubiennes, l'organisation faîtière de l'archéologie au Soudan. L'actuel directeur (M. Claude RILLY) est d'ailleurs lui-même membre du comité de cette Société. Le nombre important de fouilles réalisées sous la responsabilité de la SFDAS lui confère aussi un rôle incontournable dans la recherche archéologique soudanaise, avec des chantiers qui couvrent les périodes comprises entre la préhistoire et l'époque méroïtique.

L'attractivité académique se concrétise par les possibilités de séjour à Khartoum d'étudiants en master ou en doctorat, qui peuvent ainsi profiter de la riche bibliothèque de la Section et de l'accès privilégié aux collections du musée national de Khartoum, favorisé par la localisation de la SFDAS dans les locaux même de ce musée. L'implication d'étudiants dans les chantiers de fouille (parfois des masters, plus souvent des doctorants) constitue également un facteur attractif.

Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

Le fait que les locaux de la SFDAS soient situés dans le musée national des antiquités du Soudan est un facteur particulièrement important dans le contexte soudanais. Ce musée abrite l'Institution responsable de l'archéologie et des musées (NCAM : National Corporation for Antiquities and Museums), qui joue un rôle clé dans ce pays au riche patrimoine concentré principalement le long du Nil. Par rapport au NCAM, les Universités, dont l'unique langue de communication a longtemps été l'arabe, jouent un rôle marginal au niveau de la recherche et des contacts internationaux. Leurs moyens sont de plus très limités. En comparaison, le musée national bénéficie de l'infrastructure la plus importante et se trouve en contact direct avec le terrain, les chercheurs étrangers et les autres institutions concernées par l'archéologie, le patrimoine et les musées. Dans cette situation, la SFDAS exploite judicieusement sa position. Elle joue souvent le rôle de conseiller pour la direction du musée et des fouilles archéologiques au Soudan, organise parfois des expositions dans le musée national et régulièrement des conférences en archéologie, données dans les locaux du Centre Culturel Français.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'équipe

L'équipe est relativement réduite mais elle paraît bien fonctionner. Le fait que le Soudan connaisse un climat torride de mars à octobre est évidemment un handicap pour mener certaines activités. Pour cette raison, les fouilles archéologiques se déroulent en hiver, entre la fin novembre et le mois de février. Le reste de l'année est consacré à la recherche, l'élaboration de la documentation de fouille, l'administration, la formation et les interactions avec l'environnement social et culturel.



Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

Durant ces dernières années, les efforts de la SFDAS au niveau de la formation sont à souligner. Sur l'initiative de M. Vincent RONDOT s'est développée une fouille-école, qui accueille les inspecteurs qui occupent un poste au NCAM (The National Corporation for Antiquities & Museums), ayant tous obtenu un bachelor ou un master en archéologie. Face à des Universités dont le niveau est faible, cette formation des inspecteurs est un élément important qui contribue à élever la qualité des recherches et des fouilles réalisées par les soudanais eux-mêmes. La SFDAS est la seule institution à avoir développé un projet spécifique pour le perfectionnement des acteurs locaux, un des meilleurs moyens de consolider l'institution du NCAM, de lui apporter crédibilité et solidité. Dans le même ordre d'idée, la SFDAS fait office d'intermédiaire pour l'octroi de bourses à des chercheurs soudanais qui viennent séjourner en France pour réaliser une thèse de doctorat (3 thèses obtenues ces dernières années). Elle assure également un encadrement et un suivi de ces doctorants, lorsqu'ils se trouvent à Khartoum. Enfin, la Section accueille également des doctorants français et étrangers pour des séjours de durée variable à Khartoum. Le rôle de formation de la SFDAS est donc important, ce qui est exprimé par les chiffres : 14 doctorants encadrés pour 5 thèses obtenues (deux français, trois soudanais). Pour un Institut présentant une diversité de discipline bien moindre que les trois autres évalués, les chiffres concernant les doctorants sont excellents.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

La stratégie présentée par la SFDAS pour les prochaines années contribue déjà à pallier une part non négligeable des quelques faiblesses que l'on pourrait lui reprocher. Elle se caractérise par un processus de diversification qui concerne les sources de financement (apport de fonds du Qatar), les acteurs français sollicités (des chercheurs de la MAE de Paris-Nanterre et du Lampea -Laboratoire Méditerranéen de Préhistoire Europe-Afrique-, d'Aix-en-Provence/Nice) et enfin les activités, qui ne se concentreront plus uniquement sur la fouille archéologique, mais aussi sur la mise en valeur du patrimoine. Cette diversification est particulièrement bienvenue, car elle devrait entraîner une certaine ouverture de la structure, qui, à moyen terme, pourrait augmenter le nombre de collaborateurs et assurer un ancrage plus important dans les Institutions françaises orientées vers la recherche (Universités, CNRS).

Conclusion

- Points forts et possibilités liées au contexte

L'un des principaux points forts est la position privilégiée de la SFDAS qui est intégrée physiquement à l'Institution culturelle la plus puissante du Soudan (NCAM).

De plus, ses activités depuis une quarantaine d'années en font l'un des Instituts étrangers les plus visibles à Khartoum. Sa présence a permis à la France de superviser de nombreux chantiers de fouille dans la vallée du Nil et permet donc un accès privilégié à des vestiges archéologiques présentant encore aujourd'hui un potentiel exceptionnel.

Les facilités d'intervention sur le terrain, les possibilités de dialogue avec les collègues locaux, font du Soudan à l'heure actuelle un des terrains archéologiques du monde arabe le plus ouvert et flexible.

Si la SFDAS s'est principalement concentrée jusqu'alors sur les fouilles archéologiques, sa localisation privilégiée lui permettrait de diversifier ses activités, ce qui pourrait contribuer à accroître sa dynamique. Cette orientation semble ne pas avoir échappé à sa direction, qui s'oriente, grâce à des fonds qataris, vers la mise en valeur de patrimoine.



- **Points à améliorer et risques liés au contexte**

Le principal point à améliorer serait de chercher des voies pour ouvrir la SFDAS à un plus grand nombre de collaborateurs. Comme l'admet l'actuel directeur, il n'y a aujourd'hui que deux chercheurs spécialisés sur l'Antiquité nubienne qui ont un poste stable en France, à savoir l'actuel directeur et son prédécesseur. Cette situation est inquiétante, notamment au niveau de la relève.

Dans ce contexte, il paraît important d'accentuer les tendances esquissées ces dernières années : augmentation des collaborations et des conventions avec des Instituts de recherche français et européens, diversification des périodes étudiées (ce qui est en cours, par l'intégration de nouveaux préhistoriens et par des tentatives d'ouvrir un pôle du côté de l'époque paléochrétienne), enfin, diversification des approches, notamment par un intérêt accru pour les questions de gestion et mise en valeur du patrimoine.

Rappelons par ailleurs que l'archéologie est une discipline ouverte et qu'elle entretient de nombreux liens avec d'autres disciplines : linguistique (la spécialité de l'actuel directeur), l'ethnologie, la géologie, l'anthropologie biologique, etc. Les possibilités de diversification sont donc nombreuses, tout en restant dans le domaine de l'archéologie au sens large.

- **Recommandations**

Les principales recommandations ont été formulées ci-dessus. On pourrait y ajouter la recherche et le développement de partenariats avec d'autres Instituts français en Afrique, qui travaillent sur des thèmes analogues, vu que la situation de la SFDAS semble perçue comme marginale au sein de l'USR 33-36. Le rapprochement avec l'USR centrée sur l'Éthiopie paraît assez évident, mais des collaborations plus étroites avec l'Institut Français d'Archéologie Orientale du Caire pourraient aussi consolider la position de la SFDAS.



Équipe 4 :

IFRA Nigeria

Nom du responsable :

M. Gérard CHOUIN

Effectifs

Effectifs de l'équipe	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés			
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés			
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)			
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	2	2	2
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	1	3	3 [2 jeunes chercheurs dont 1 PhD, projet NigeriaWatch]
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	5	7	7 [dont 2 documentalistes]
TOTAL N1 à N6	8	12	12

Effectifs de l'équipe	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	20	
Thèses soutenues	4	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
Nombre d'HDR soutenues		
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées		



• Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

L'Institut Français de Recherche en Afrique du Nigeria (IFRA) mène des travaux de recherches en sciences humaines et sociales principalement au Nigeria, et secondairement au Ghana et au Niger. Ses programmes de recherches ont porté sur la période 2007 - 2010 sur la guerre et la violence, les identités et les langues et, depuis 2011, sur la construction des identités et les dynamiques de l'islam.

Le personnel scientifique est limité au directeur basé à Ibadan et au pensionnaire scientifique, qui fait aussi fonction de directeur adjoint, hébergé depuis 2006 à l'annexe de Zaria mais installé depuis fin 2012 à l'université d'Ibadan du fait de l'insécurité qui règne au Nord du pays. Il est soutenu par un pôle actif de doctorants européens et nigériens et par un plus large réseau de chercheurs nigériens.

Depuis 2011, l'IFRA héberge des projets de recherche portés par des équipes de recherche internationale (ANR Xenapol et Habitèle, programme sur la recherche médicale de la London School of Hygiene, analyse risque au Niger soutenu par l'AFD et le Lasdel-Laboratoire d'Études et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local) dans lesquels l'IFRA joue un rôle important (mise à disposition de ses research fellows, séminaires, soutien logistique et scientifique).

L'IFRA Ibadan édite des ouvrages issus de ses programmes scientifiques ou de ses conférences le plus souvent en partenariat avec la maison d'édition Karthala et de manière croissante sous forme électronique. Son nombre de références (70) est appréciable au vu de la taille modeste de l'UMIFRES et en dépit du faible nombre de publications ayant émergé des projets scientifiques de la période 2007 - 2010.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

L'IFRA Nigeria est une institution largement reconnue au Nigeria, à l'international (notamment en France via le réseau des centres d'études africaines (CEMAF Paris, Centre d'études africaines de l'EHESS, INALCO, LLACAN-Langages, Langues et Cultures d'Afrique Noire- LAM -Les Afriques et le Monde- Bordeaux) et dans plusieurs pays européens (Grande Bretagne, Allemagne, Italie) comme interface scientifique. Les organisations annuelles de conférences internationales en témoignent.

Une bonne implantation dans l'Université d'Ibadan en 1990 puis dans l'Université de Zaria (en 2006) permet à l'UMIFRES de bénéficier d'un excellent rayonnement dans le monde académique nigérien. Une vingtaine de chercheurs seniors nigériens sont régulièrement impliqués dans les programmes de recherche de l'institut qui a assuré par ailleurs le soutien financier, logistique et scientifique à 27 doctorants (dont 10 inscrits dans des universités européennes) durant la période 2007-2011. Les coopérations vont croissant avec les universités ouest-africaines notamment au Ghana et au Niger et avec les universités anglaises via des projets spécifiques.

En 2011, la nouvelle équipe de direction a entièrement rénové le site web de l'IFRA, elle a mis en place une nouvelle plateforme numérique, un site de valorisation de la production nigérienne, française et européenne via une newsletter mensuelle, des articles publiés en ligne (IFRA epaper) et sur HALSHS (Archive Ouverte SHS), une page facebook largement visitée, une mise à jour bibliographique bimensuelle. Elle s'est engagée depuis 2013 dans la numérisation de publications anciennes de l'institut sur open edition (revue.org) et dans une nouvelle politique éditoriale en anglais par la création d'une revue électronique en open access sur le site « revue.org » (Nigeria studies, une fois par an) et une collection d'ouvrage co-édités par l'IFRA et l'African Studies Centre de Leiden (le West African Politics and Society Series, WAPOSO) accessible en version papier et en format électronique en libre accès.

Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

L'IFRA est hébergé gracieusement dans les locaux de l'Institut d'Études Africaines de l'Université d'Ibadan et de la Post Graduate School de l'Université Ahmadu Bello à Zaria. L'IFRA participe à la vie universitaire locale par l'organisation de séminaires et colloques communs et par l'implication fréquente des chercheurs et doctorants des deux universités dans les projets et programmes en cours.



En comparaison des standards locaux, le fonds documentaire de l'IFRA est de très bonne qualité (4300 ouvrages à 75% en langue anglaise avec une politique d'achat régulière, des coupures de presse conservées depuis 1991). La bibliothèque, ouverte aux étudiants de masters, de doctorats et aux universitaires, a récemment été agrandie, ce qui témoigne d'une forte demande locale.

Les projets de recherche en cours à la croisée de l'expertise et de la recherche ont émergé en 2011 (base de données sur les violences via le programme Nigeria watch qui devrait être financé par la DFID -Department for International Development- à partir de 2013, « Sécurité régionale et risques « pays » », financé par l'AFD). S'ils ont une forte résonance au Nigeria et dans la sous-région ces expertises risquent de peser à terme sur l'orientation stratégique de l'institut, notamment sur ses programmes scientifiques.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'équipe

L'IFRA a connu une crise de gouvernance pendant la période 2007-2010 durant laquelle les projets des chercheurs en poste ont manqué de continuité et de coordination. Le projet d'établissement mis en place en 2011 est cohérent (dynamiques de l'islam et constructions des identités), mais peut être difficile à mettre en oeuvre en raison des problèmes de sécurité croissants au Nord du pays.

Le renouvellement du personnel administratif, la mise en place d'hébergements pour les chercheurs de passage, le recrutement d'un VI (Volontaire international), le transfert du chercheur de l'IFRA de Zaria à l'IFRA d'Ibadan ont renforcé l'organisation et la vie scientifique de l'équipe à Ibadan. La vie de l'équipe passe par l'organisation de séminaires, de colloques, de formation d'aide à la recherche doctorale et l'accueil de chercheurs de passage.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

L'un des points forts de l'IFRA Nigeria est le soutien aux doctorants nigériens et français via une politique d'accueil et d'accompagnement scientifique, de financement de terrains, et de publication (convention IFRA/Karthala pour les travaux en français, nouvelle convention IFRA/African Studies Center de Leiden pour les travaux en anglais).

Depuis 2010, l'IFRA organise des sessions de formation à la recherche ouverts aux doctorants nigériens. Cette formation est facilitée par la mise en place d'un groupe de chercheurs et doctorants nigériens (research fellows) qui participent aux séminaires de recherche, et les fidélisent à la vie de l'unité.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

L'IFRA Nigeria a dans le passé souffert d'une multiplication de projets de recherche. Un projet sur cinq ans a été défini en 2010 avec le soutien du pôle scientifique Afrique des UMIFRES : les axes de recherche sont désormais limités à deux (Dynamiques de l'islam et Politiques de l'identité) et semblent pertinents au regard de l'évolution contemporaine du Nigeria. Les dynamiques de l'islam répondent à une très forte demande locale, régionale et internationale à laquelle l'IFRA devrait pouvoir répondre favorablement du fait de son positionnement privilégié d'interface entre la recherche nigérienne, ouest africaine et européenne. L'autre axe de recherche sur les politiques de l'identité permet d'ouvrir l'IFRA à de nombreux projets connexes.

La difficulté est sans doute de mener des recherches fondamentales sur ces axes scientifiques, d'animer localement la vie scientifique de l'institut tout en étant soumis à une pression des tutelles pour la recherche de financements parallèles dont les objectifs scientifiques ne s'inscrivent pas nécessairement dans cette stratégie à moyen terme. La mise en oeuvre de ce projet est enfin conditionnée à la capacité de l'IFRA à attirer davantage de chercheurs permanents capables d'animer une partie de ces axes de recherche.



Conclusion

• Points forts et possibilités liées au contexte

L'excellent enracinement dans le monde académique local confère à l'IFRA une position privilégiée d'interface entre le Nigeria, la France et d'autres pays européens pour un pays qui reste mal connu en France en dépit de son poids économique, géostratégique, démographique et militaire en Afrique.

Il faut noter un accompagnement important des doctorants et jeunes docteurs nigériens et français facilité par la mise en place d'une structure d'accueil (research fellow) par un soutien financier et scientifique régulier, par la mise en ligne de leurs travaux.

La refonte totale du site web, les nombreuses ressources désormais disponibles, ont accru significativement la fréquentation du site (1 000 visites en janvier 2010, 13 000 visites en janvier 2013) et a fait gagner en visibilité l'institut, aussi bien au Nigeria qu'en Europe.

Dans le cadre des restrictions budgétaires des subventions des tutelles, le développement de financements extérieurs depuis 2011 est bienvenu et important.

• Points à améliorer et risques liés au contexte

Il serait certainement opportun de développer des programmes régionaux de recherche en coopération avec les acteurs francophones et français de la recherche en Afrique de l'ouest afin de faciliter l'intégration de l'IFRA dans les réseaux francophones de la recherche.

Une forte incertitude continue pèse sur l'avenir de l'antenne de l'IFRA à Zaria en raison du contexte sécuritaire dans le nord Nigeria. Ce contexte risque de contraindre en partie la mise en œuvre de l'axe sur les dynamiques de l'islam.

Le développement de la nouvelle expertise aux dépens d'une recherche plus fondamentale est un risque non négligeable à prendre en compte si ces formes de financement parallèle étaient appelées à se maintenir voire à s'amplifier.

• Recommandations

La taille de l'IFRA est bien modeste et il serait nécessaire de renforcer l'accueil de chercheurs de passage (via des chercheurs mis à disposition par le CNRS ou via la signature d'une convention avec l'IRD). A la différence des autres UMIFREs d'Afrique, les chercheurs de l'IRD pourraient être facilement accueillis à l'IFRA Nigeria puisque celui-ci est lui-même hébergé par des universités nigériennes.

Le maintien voire l'augmentation de la subvention annuelle versée par les tutelles paraît s'imposer au regard des risques évoqués précédemment.

Il serait souhaitable de poursuivre la politique éditoriale entamée depuis 2010 en incitant les chercheurs de l'IFRA ou les chercheurs associés à soumettre des articles dans des revues à comité de lecture et à participer aux ouvrages co-édités par l'IFRA et distribués dans les mondes francophone et anglophone.



5 • Déroulement de la visite

Date de la visite :

Début : Vendredi 21 juin 2013 à 14h00

Fin : Vendredi 21 juin 2013 à 19h00

Institution : AERES

Adresse : 20, rue Vivienne, Paris 2ème

Déroulement ou programme de visite :

14h00-14h30 Présentation : Les membres du comité d'experts se sont présentés, ainsi que les personnes représentant les tutelles. La seconde partie de cette présentation a porté sur le rappel des spécificités des UMIFREs et de l'USR 33-36 Afrique au sud du Sahara.

14h30-16h00 Contacts : Les discussions avec les directeurs des équipes sur le terrain se sont déroulées en visioconférence. La durée de chaque discussion a été de 15 et 20 minutes. Le Comité a entendu, questionné et débattu avec chaque responsable, selon l'ordre suivant :

M. Christian THIBON, directeur de l'USR et directeur de l'IFRA à Nairobi (Kenya)

M. Claude RILLY, directeur de l'ESDAS à Khartoum (Soudan)

M. Adrien DELMAS, directeur de l'IFAS à Johannesburg (Afrique du Sud)

M. Gérard CHOUIN, directeur de l'IFRA à Ibadan (Nigeria)

M. Christian THIBON, de nouveau, pour de nouvelles questions et conclure

16h00-16h30 Intervention des tutelles : Les représentants du CNRS puis du MAEE se sont exprimés et répondu aux questions du Comité. M^{me} la représentante du CNRS a présenté la lettre de cadrage de l'accord MAEE-CNRS de janvier 2013 concernant les UMIFREs. Elle a plus particulièrement insisté sur l'importance de leur évaluation comme unité de recherche, même si ces unités exercent également une action « culturelle », car le CNRS souhaite être le mieux informé possible des réalisations scientifiques des UMIFREs. Elle a rappelé que le CNRS ne finance que la partie « recherche » de ces UMIFREs, et aucun contrat d'expatriation ou local. Elle a insisté sur le caractère non nécessairement régional des implantations des centres. M^{me} la représentante du MAEE a rappelé que les activités des instituts de recherche s'inscrivent dans le cadre de la « diplomatie scientifique » du MAEE. La coopération scientifique a pour vocation, entre autres, de faire connaître la pensée française, renforcer les formations des étudiants locaux, développer et mettre en réseaux les coopérations universitaires, avec des actions inscrites dans un cadre régional.

17h00-19h00 Débat et mise en place du rapport : La dernière partie de la réunion a permis aux membres du Comité de débattre des principales questions et problèmes mis en évidence lors des discussions avec les directeurs d'équipe, ainsi que dans les documents écrits préalablement fournis. Enfin, le Comité a esquissé la mise en place du rapport.

Points particuliers à mentionner :

Les contacts avec les équipes sur le terrain se sont déroulés par l'intermédiaire de contacts SKYPE.



7 • Observations générales des tutelles

Le porteur de projet de l'unité n'a pas souhaité apporter d'observations.